

# Cours de Fiscalité de l'Entreprise

**Mohammed NMILI**  
**Enseignant Chercheur**  
**Département des Sciences Economiques et de Gestion**  
**Faculté des sciences juridiques économiques et sociales**  
**Université Sidi Mohamed Ben Abdellah Fés**

# Présentation du cours

## Public cible :

**Etudiants de licence en sciences économique et en sciences de gestion**

**Semestre 5**

## Objectifs généraux du cours

- **Comprendre les mécanismes des principaux impôts au Maroc :**
  - l'impôt sur les sociétés,
  - l'impôt sur le revenu,
  - et la taxe sur la valeur ajoutée.
- **Comprendre et maîtriser les concepts de base propres à chaque type d'impôt étudié**

## Objectifs généraux du cours

**Comprendre les principales dispositions fiscales se rapportant aux :**

- **Champ d'application de l'impôt ;**
- **Sa base imposable ;**
- **Sa liquidation et régularisation ;**
- **Son recouvrement.**

## Plan du cours

**1 : L'impôt sur les sociétés**

**2 : L'impôt sur le revenu**

**3 : La taxe sur la valeur ajoutée**

# Chapitre 1 : L'impôt sur les sociétés

1

**IS : Champ d'application**

2

**IS : Base imposable :**

3

**IS : Charges d'exploitation**

4

**IS : Calcul de l'impôt à payer**

5

**IS : Paiement de l'impôt**

## Chapitre 2 : L'impôt sur le revenu

1

IR : Champ d'application

---

2

IR : Modalités d'imposition

---

3

IR : Modalités de calcul

---

4

IR : Les revenus professionnels

---

5

Les revenus salariaux

---

6

Revenus et profits mobiliers

---

## Chapitre 3 : La taxe sur la valeur ajoutée

1

TVA : Champ d'application

2

TVA : Exonérations

3

TVA : Règle d'assiette: FG, BI, Taux

4

TVA : Déductions de la TVA

5

TVA : Déclaration et paiement

## Préreqquis du cours

- **Bonne maitrise :**
  - **de la comptabilité**
  - **du droit des sociétés**

## Éléments non traités dans ce cours

- Taxe professionnelle,
- Taxe de services communaux,
- Droits d'enregistrement ,
- Procédures fiscales.

## Références du cours

- **Code général des impôts**

[tax.gov.ma](http://tax.gov.ma)

- **Différentes notes circulaires se rapportant aux lois des finances**

[tax.gov.ma](http://tax.gov.ma)

- **Ouvrages spécialisés**

.....

# Introduction au concept de l'impôt

## Définition de l'impôt : 7 éléments

- **Classiques :**

Vocation de  
couverture des  
charges publiques.

- **Contemporains:**

Objectifs à caractère  
économiques ou  
sociaux.

L'impôt est un:

- Prélèvement obligatoire
- A titre définitif,
- Non affecté,
- Opéré par l'Etat ou les CL,
- Sans contrepartie directe
- Pour financer les dépenses publiques
- et réaliser des objectifs économiques et sociaux.

## L'impôt est un prélèvement obligatoire

- **Transfert de fonds :**
  - **de l'agent qui paie (le contribuable ou redevable)**
  - **vers l'entité qui opère le prélèvement (l'Etat ou les collectivités locales).**
- **Transfert irréversible et définitif.**
- **L'obligation tient à la légitimité de la puissance publique et au principe du consentement à l'impôt.**

## L'impôt n'est pas affecté

- L'impôt collecté est destiné à financer le budget public sans affectation préalable.
- Principe de l'unité de caisse.

## L'impôt est sans contrepartie directe

- On ne peut d'exiger des services immédiats en contrepartie de l'impôt payé.
- Ce qui est différent des :
  - **Redevances** : sommes réclamées en contrepartie d'un service public rendu. Exemple : redevance audiovisuelle.
  - **Les taxes** : payées par l'utilisateur d'un service public à l'occasion d'une prestation déterminée.

## Objectifs de l'impôt

**3 objectifs différents :**

- **L'objectif de financement des dépenses publiques ...;**
- **L'objectif de redistribution ...;**
- **Et l'objectif économique...**

# Typologie des impôts

## Classification économique :

- L'impôt sur le revenu
- L'impôt sur la dépense
- L'impôt sur le capital

## • Classifications administrative :

- Impôts directs
- Impôts indirects

## L'impôt sur le revenu

- Touche l'ensemble des sommes perçues par une personne pendant une période préalablement définie.
- Impose le revenu quelle que soit son origine.
- Exemple :
  - IR
  - IS

## L'impôt sur la dépense

- **Frappe l'utilisation du revenu.**
- **Exemple :**
  - **TVA : qualifiée d'impôt général sur la dépense**
  - **TIC.**

## L'impôt sur le capital

- **Impôt assis sur le capital.**
- **Il porte sur des éléments du patrimoine (immeubles, terrains, valeurs mobilières) donnant naissance à des revenus.**
- **Exemple :**
  - **DE/Successions**
  - **TNB, TP, TH...**

## **Classification administrative : Impôts directs - Impôts indirects**

- **Critère économique**
- **Critère technique**
- **Critère juridique**

## Critère économique

- **Dit aussi critère de l'incidence fiscale.**
- **Impôt direct : supporté à titre définitif par le contribuable (Exemple : IR).**
- **impôt indirect : payé par un redevable, qui ne joue qu'un rôle d'intermédiaire (Exemple : TVA).**

## Critère technique

- **Un impôt est direct lorsqu'il est permanent**
- **L'impôt direct frappe une situation durable par sa nature. (Exemple : IR, IS).**
- **L'impôt indirect est établi sur :**
  - **des opérations ;**
  - **des situations non durables par nature ;**
  - **(Exemple : TVA, DE ...).**

## Critère juridique

**Selon la modalité de perception de l'impôt:**

- **Impôts directs : tout impôt perçu par :**
  - **voie de rôle nominatif mentionnant la base imposable et l'impôt dû**
  - **formant un titre exécutoire.**
- **Impôts indirects : Aucun rôle n'est émis.**
- **Le contribuable paie spontanément l'impôt par la simple constatation de son fait générateur.**

**Critère peu résistant aux finances publiques modernes**

## Les impôts directs ou les impôts indirects ?

**Question importante d'économie politique.**

**Notre objectif : La fiscalité de l'entreprise**



# **Chapitre 1 :** **L'impôt sur les sociétés**

**Champ d'application :**

**-Qui paie ?**

**-Qui ne paie pas ?**

## Personnes soumises à l'IS

- Les sociétés de capitaux (SA, SCA);
- La SARL;
- Obligatoirement:** • La société civile;
- Les sociétés de personnes dont l'un des associés est une personne morale;
- ...

## Activités soumises à l'IS

31

Sauf  
d'exonération  
expresse

- L'ensemble des revenus
- Quelle que soit l'activité qui les a générés :
  - industrielle,
  - commerciale,
  - artisanale,
  - immobilière,
  - agricole...

## Exclusion du champ d'application

32

Avec  
possibilité  
d'option

---

- Sociétés de personnes comprenant uniquement des personnes physiques
- Associations en participation.

Sans  
possibilité  
d'option

Transparence fiscale: Imposition des membres

- Sociétés immobilières transparentes
- Groupements d'intérêt économique

# Territorialité

33

	Activités au Maroc	Activités à l'étranger
Siège est au Maroc	Soumise à l'IS	Non soumise
Siège à l'étranger	Soumise pour opérations au Maroc	-

Ajouter :

Bénéfices dont le droit d'imposition est attribué au Maroc via les CFI de NDI.

## Exonérations

### Exo et Réd permanentes

- Exonérations permanentes.
- Exonérations totales suivies de l'imposition permanente au taux réduit ;
- Exonérations permanentes en matière d'impôt retenu à la source ;
- Réductions permanentes.

### Exo et Réd temporaires

- Exonérations suivies d'imposition temporaire au taux réduit ;
- Exonérations temporaires ;
- Imposition temporaire au taux réduit.

## Exonérations permanentes

- Promoteurs immobiliers réalisant :
  - des logements sociaux (50 à 80 m<sup>2</sup> et prix n'excédant 250.000 DH HT).
  - des logements à faible valeur immobilière (50 à 60 m<sup>2</sup> et VIT n'excédant pas 140.000 DH TVA comprise).
- Les exploitations agricoles à CA < 5 MDH.
- Les OBNL pour les opérations conformes à leurs statuts.
- Autres organismes prévus à l'article 6 du CGI.

## Exo. suivies de l'impo. permanente au taux réduit

36

- Bénéficiaires :
  - les sociétés **exportatrices** de biens ou services ;
  - les sociétés qui vendent des **PF aux exportateurs** dans les PFE ;
  - les **entreprises hôtelières** pour le CA en devises.
- Exonération totale pendant 5 exercices à compter de l'exercice de la première opération d'exportation.
- Imposition au taux réduit de 17,5% au-delà de cette période.

## Exo. suivies d'imposition temporaire au taux réduit

37

- Exonération totale des 5 premiers exercices à compter du début de l'exploitation ;
- Plus Imposition au taux de 8,75% pour les 20 exercices suivants.
- Bénéficiaires:
  - Les entreprises exerçant leurs activités dans les ZFE;
  - L'Agence Spéciale Tanger-Méditerranée.

## Exonérations temporaires

- Exonération de 10 ans pour les titulaires de concession d'exploitation des gisements d'hydrocarbures.
- Exonération de 4 ans pour les sociétés exploitant les centres de gestion de comptabilité agréés.

## Imposition temporaire au taux réduit

- Taux réduit de 17,5% pendant les cinq premiers exercices suivant la date du début de leur exploitation:
  - pour les entreprises artisanales ;
  - les établissements privés d'enseignement ou de formation professionnelle.



# La base imposable à l'IS :

## Schéma de base

# Mode de détermination de la base imposable

42

D'abord le résultat comptable

**Toutes les charges**  
**Déductibles ou non**

**Résultat**  
**comptable**

**Tous les produits**  
**Imposables ou non**

## Du résultat comptable au résultat fiscal

43

<b>Résultat comptable 100</b>	<b>Déductions produits non imposables - 20</b>
<b>Réintégrations des charges non déductibles + 40</b>	<b>Résultat fiscal  = 120</b>

- (-) Déficits sur exercices antérieurs.

## Report déficitaire

- Dans la limite de 4 ans après l'année où est apparu le déficit.
- Dans l'ordre d'ancienneté...

## Exemple de calcul du RF

Produits comptabilisés : 1.200.000

Dont non imposables : 50.000

Charges comptabilisées : 950.000

Dont non déductibles : 40.000

Déficits sur exercice précédent : 60.000

**RC :  $1.200.000 - 950.000 = 250.000$**

**Produits imposables =  $1.200.000 - 50.000 = 1.150.000$**

**Charges déductibles =  $950.000 - 40.000 = 910.000$**

**Report déficitaire : 60.000**

**RF =  $1.150.000 - 910.000 - 60.000 = 180.000$**

**Ou RF =  $250.000 + 40.000 - 50.000 - 60.000 = 180.000$**







# Base imposable à l'IS : Les produits imposables

## Principalement le chiffre d'affaires

Produits  
imposables :

CA

Recettes réalisées

+

Créances acquises

Date à retenir :  
Date Facture ou  
Date Livraison ?  
Qui impact le stock ?

Ajouter :

Variation des stocks de produits ;

Travaux faits par l'entreprise pour elle-même ;

## Profits divers :

- Indemnité d'assurance,
- Indemnités perçues pour le transfert de la clientèle ...
- Plus-value sur réalisation d'éléments d'actif
- Rentrées sur créances amorties,
- Remise de dettes, dégrèvement d'impôts,
- etc...

## Produits imposables :

Produits  
imposables :

Subventions :

- Subvention d'exploitation ;
- Subventions d'équipement à répartir sur cinq ans maximum (Via reprises).

**Produits  
imposables :**

**Produits accessoires :**

- Jetons de présence,
- Tantièmes spéciaux ,
- etc...

**Produits financiers :**

- Intérêts et produits assimilés,
- Dividendes et assimilés : Abattement de 100 %.

**Indemnités de retard  
afférentes aux délais  
de paiement des clients**

- **Imposables:**
  - **au niveau extra- comptable,**
  - **au titre de l'exercice de leur encaissement et non de leur constatation**

## Evaluation des stocks :

- Au coût d'achat ou au coût de production.
- Au cours du jour si le cours du jour est inférieur au coût d'achat ou au coût de production.
  - Cours du jour = Valeur de vente du stock dans des conditions normales au jour de l'inventaire
  - Cours du jour est diminué d'une décote représentant frais de distribution et bénéfice.
- Méthodes d'évaluation : "PE PS" ou CMP.

## Revenu soumis à la RS

Produits des actions ou parts sociales : Dividendes ...

Produits de placement à revenu fixe : Intérêts

Produits bruts perçus par des non résidents

## BI de la RS

- Produits des actions ou parts sociales :

Abattement de 100 %.

- Produits de placement à revenu fixe :

La RS de 20% appliquée sur le BRUT.

- Produits bruts perçus par des non résidents

La RS de 10% appliquée sur le BRUT.

# L'IS

## Les charges déductibles

## Rappel du schéma de base

<b>Résultat comptable 100</b>	<b>Déductions produits non imposables - 20</b>
<b>Réintégrations des charges non déductibles + 40</b>	<b>Résultat fiscal  = 120</b>

**Charges déductibles VS Charges non déductibles**

**Engagées ou calculées pour exercer l'activité de l'entreprise:**

- **Achats ;**
- **Autres charges externes ;**
- **Frais de personnel ;**
- **Impôts et taxes ;**
- **Autres charges d'exploitation ;**
- **Dotations aux amortissements ;**
- **Dotations aux provisions.**

**Les charges  
d'exploitation**

**Plan Comptable**

## 6 Conditions de déductibilité des charges

- **Comptabilisation**
- **Justification**
- **Causalité: Charge exposée dans l'intérêt de l'entreprise.**

## 6 Conditions de déductibilité des charges

- **Incidence : La charge doit :**
  - se traduire par une diminution du patrimoine (Exclure dépenses immo);
  - ou avoir pour but de couvrir les risques entraînant cette diminution.
- **Réalité : La charge doit effective.**
- **Rattachement à l'exercice : Principe de l'indépendance des exercices**

- Les charges incorporés directement dans le prix d'achat ou le prix de revient ;
- Les emballages commerciaux non récupérables ;
- La TVA non récupérable ;
- Les droits de douane ;
- Le fret, assurance ;
- Le transit en cas d'importation.

## Les achats :

## Les achats :

- **Achats livrés ou achats facturés ?**
  - **Considérer date de livraison,**
  - **La livraison qui impact le stock.**
- **Evalués à leurs coûts d'acquisition.**

## Loyers :

### Les autres charges externes

- **Déductibles: si versés à des tiers (et non à soi-même) pour les besoins de l'entreprise.**
- **Non déductibles: avance et caution.**
- **Exclu : Prix du droit au bail .**

## Entretiens et réparations :

### Les autres charges externes

- **Déductibles** : si elles n'ont pas pour effet d'augmenter:
  - la valeur
  - ou la durée de vie des éléments d'actif entretenus ou réparés.

## Les primes d'assurance

- **Déductibles si le contrat est souscrit pour garantir les risques :**
  - sur les éléments d'actif (incendie, dégâts des eaux, etc.) ;
  - du fait de la responsabilité civile de l'entreprise ;
  - liés à l'exploitation (non-paiement de créances, grève, etc.).
- **En contrepartie les indemnités reçues sont imposables.**

- Primes sur contrats d'assurance conclus au profit de la société sur la tête de ses dirigeants  
Non déductibles

## Les primes d'assurance

- Mais en cas de réalisation du sinistre, l'indemnité reçue par la société:
  - Est imposable
  - Après déduction des primes antérieurement versées.

## Transports et déplacements

- **Déductibles.**
- **A ne pas cumuler avec :**
  - **les allocations forfaitaires**
  - **les remboursements de frais pour les dirigeants et cadres.**

## Frais divers de gestion

- **Cadeaux à la clientèle : Déductibles si :**
  - Valeur unitaire ne dépasse pas 100 DH;
  - Portent soit le nom, le sigle ou la marque de ses produits.
- **Les cotisations : Déductibles si lien direct avec l'intérêt de l'entreprise ou de son personnel.**

## Frais divers de gestion

- **Les dons : Déductibles si versés à des organismes cités par le CGI.**
  - ... œuvres sociales des entreprises;
  - ... œuvres sociales des institutions qui sont autorisées à percevoir des dons, dans la limite de 2 ‰ du CA HT.

- **Déductibles** lors qu'ils ne sont pas jugés **anormalement exagérées**, eu égard au travail fourni.

## **Les frais de personnel**

- **Ajouter** : primes, indemnités et allocations, aide au logement, indemnités, congés payés, avantages en nature ...
- **Charges sociales** : Seule est déductible la part patronale.

## Rémunérations des dirigeants

- **Associés non dirigeants** : Le salaire est déductible s'il est attribué à ces associés en leur qualité de salariés.
- **Associés dirigeants** : Non déductibles :
  - Lorsqu'elles sont attribuées à des associés indéfiniment responsables,
  - Lorsqu'elles sont considérées comme une distribution des bénéfices sociaux.
- **Tantièmes ordinaires** : Non déductibles  
**Quasi dividendes**

## Rémunérations des dirigeants

- **SA** : Sont déductibles :
  - Jetons de présence,
  - Tantièmes spéciaux
  - Appointements versés aux administrateurs.
- **S.C.A** : Non déductibles pour gérants qui sont associés commandités.

## Rémunérations des dirigeants

- **Sarl** : La rémunération accordée au gérant associé : Dédudtible.
- **Sociétés civiles**, et Ass. en Part. ayant opté pour l'I.S : Non déducltible.

## Les impôts et taxes

**Pour être déductibles, les impôts doivent :**

- **Etre mis à la charge de l'entreprise: TP, TSC, DD, DE, DT...**
- **Etre mis en recouvrement au cours de l'exercice ou dus à raison de faits survenus au cours de l'exercice.**
- **Ne pas être exclus des charges déductibles par une disposition expresse.**

## Les impôts et taxes

**Ne sont pas déductibles :**

- **Impôts sur le résultat : IS, CM, ...**
- **Impôt non supporté par l'entreprise :  
TVA récupérable, RS sur salaire...**
- **Pénalités, majorations et amendes pour  
infraction aux règles d'assiette, de  
paiement tardif.**

## Les dotations d'amortissement

- **Constatation comptable de la dépréciation de la valeur des biens immobilisés du fait de l'usure ou du temps.**
- **Sont amortissables :**
  - ... les éléments corporels et incorporels
  - ... figurant à l'actif de l'entreprise
  - ... et se dépréciant par l'usage ou le temps.

**Immobilisations  
incorporels :  
Cas particuliers**

- La réduction de valeur résulte surtout de circonstances exceptionnelles.
- Exemple : FC ou le droit au bail (Provision et non Amortissement).
- Les brevets sont susceptibles d'amortissements calculés sur les durées légales de leur dépôts.

- **Terrains: Généralement non amortissables.**

**Sauf terrains d'exploitation (carrières, sablières,).**

- **Constructions : Exclure le prix de revient terrain de la base de l'amortissement.**

### **Immobilisations corporels : Cas particuliers**

- **Imm. inutilisées : L'amortissement peut être poursuivi.**
- **Immo. non utilisées immédiatement après acquisition: peuvent être amortis même avant la mise en service.**

**Taux  
généralement  
admis :**

<b>Immeubles d'habitation et à usage commercial</b>	<b>4%</b>
<b>Immeubles industriels</b>	<b>5%</b>
<b>Constructions légères</b>	<b>10%</b>
<b>Mobilier, les installations, aménagements et agencements</b>	<b>10%</b>
<b>Matériel informatique,</b>	<b>10% à 15%</b>
<b>Matériel roulant</b>	<b>20% à 25%</b>
<b>Outillage de faible valeur</b>	<b>30%</b>

### Omission d'une dotation

- L'entreprise perd définitivement le droit de déduire l'annuité omise sur l'exercice en cours et sur les exercices futurs.

### Dotation différée

- Amortissements comptabilisés que l'entreprise s'abstient de déduire (Via réintégration fiscale).

- **Un amortissement différé est :**
  - un amortissement constaté en comptabilité.
  - mais qui, de manière volontaire, n'a pas été déduit du résultat fiscal faute de bénéfices.

## **Amortissements différés**

- **Les amortissements différés, en période déficitaire, peuvent être déduits des résultats des premiers exercices bénéficières suivants sans limitation dans le temps.**

- **Constatation comptable d'une charge ou d'une perte probable (Principe de prudence).**

### **Les dotations de provision**

- **Provision pour dépréciation : destinée à compenser des moins-values éventuelles.**
- **Provision pour pertes et charges : destinée à faire face à des risques de moins-values ou de pertes issues d'un événement qui prend naissance pendant l'exercice.**

## La provision doit :

- Faire face à une perte ou à une charge déductible.
- Etre nettement précisée quant à sa nature
- Etre évaluée avec une approximation suffisante quant à son montant.
- Etre probable et non seulement éventuelle .
- La probabilité de la perte ou de la charge doit résulter de faits survenus pendant l'exercice.

**Déductibilité:  
5 Conditions  
de fond**

**La provision doit :**

- **Etre constatée dans les écritures comptables de l'exercice.**
- **Figurer sur le tableau des provisions annexé à la déclaration du résultat fiscal.**

**Déductibilité:  
Conditions de  
forme**

**Sort des  
provisions  
régulièrement  
constituées**

**• Provision définitivement utilisée :**

Régularisée dès que le risque de perte ou de charge a été confirmé.

**• Provision sans objet :**

Ecartée et rapportée aux résultats de l'exercice où le risque peut être considéré comme définitivement écarté.

**Sort des  
provisions  
irrégulièrement  
constituée**

- **Si délai de reprise non expiré :**

Provision à rapporter aux résultats de l'exercice au cours duquel elle a été constituée.

- **Si délai de reprise expiré :**

Provision à rapporter aux résultats du plus ancien des exercices non prescrit.

- **Provisions pour dépréciation**

- des immobilisations non amortissables telles que terrains, fonds de commerce ...
- des stocks ;
- des créances (recours judiciaire dans les 12 mois suivant celui de sa constitution) ;
- provisions pour dépréciation des titres.

**Principales  
provisions  
déductibles**

- **Provisions pour risque et charge**

- procès ou litige en cours

**Provisions  
non  
déductibles**

- **Provisions pour propre assureur : Risque éventuel.**
- **Provisions pour garantie : Risque éventuel**
- **Provision pour perte de change : Perte déduite normalement.**
- **Provisions pour amendes et pénalités : Déduction interdite de façon expresse.**

## Les charges financières

- **Déductibles tant qu'elles sont engagées dans l'intérêt de l'entreprise.**
- **Intérêts rémunérant les comptes courants des associés déductibles sous réserve que :**
  - **Le capital social soit entièrement libéré,**
  - **Les sommes rémunérées n'excèdent pas le capital social,**
  - **Le taux d'intérêt ne dépasse pas le taux fixé par l'arrêté du ministre des finances.**

## Exemple des intérêts sur CCA :

Soit une SARL dont le capital et CCA se présentent comme suit:

Associés	Capital	CCA
A	600.000	800.000
B	400.000	700.000
Total	1.000.000	1.500.000

Capital entièrement libéré.

CCA rémunérés à 15%.

Taux admis de déduction : 6%.

- Réintég. pour dépas. du capital :

$$\text{Mr A : } (800.000 - 600.000) \times 15\% = 30.000$$

$$\text{Mr B : } (700.000 - 400.000) \times 15\% = 45.000$$

- Réintég. pour dépassement taux :

$$\text{Mr A : } 600.000 \times (15\% - 6\%) = 54.000$$

$$\text{Mr B : } 400.000 \times (15\% - 6\%) = 36.000$$

$$\text{Total Réintég.} = 30.000 + 45.000 + 54.000 + 36.000 = 165.000 .$$

## Indemnités de retard afférentes aux délais de paiement

- **Déductibles:**
  - au niveau extra- comptable,
  - au titre de l'exercice de leur décaissement et non de leur constatation
- **Les provisions s'y rattachant ne sont pas déductibles fiscalement.**

## **Autres charges financières déductibles**

- **Pertes de change ;**
- **Pertes sur créances liées à des participations ;**
- **Charges nettes sur cessions des titres et valeurs de placement ;**
- **Escomptes accordés...**

## **Les charges non courantes**

- **Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées ;**
- **Subventions et dons accordés à certains organismes (sous conditions);**
- **Autres charges non courantes :**
  - **pénalités sur marchés, rappels d'impôts déductibles , créances devenus irrécouvrables ...**
  - **pertes résultant de vols, détournements ou incendie, dommages et intérêts mis à la charge de l'entreprise...**
- **Dotations non courantes aux amortissements dégressifs**

# L'IS

## Les charges non déductibles

Les charges  
non  
déductibles

**En totalité...**

**En partie...**

## **Les charges non déductibles en totalité**

- **Charges non justifiées ;**
- **Achats revêtant un caractère de libéralité ;**
- **Amendes, pénalités et majorations pour infraction aux dispositions légales ou réglementaires.**
- **Taxes non déductibles :**
  - **Taxe écologique sur la plasturgie ;**
  - **Taxe spéciale sur le fer à béton ;**
  - **Taxe spéciale sur la vente du sable.**

## **Les charges non déductibles en partie**

- **Dépenses supérieures à 10.000 DH TTC et dont le règlement n'est pas justifié ...**
- **Amortissement des véhicules de tourisme ...**

## Dépenses > 10.000 DH dont règlement non justifié

- **Dépenses > 10.000 DH**
- **Règlement non justifié par:**
  - Chèque barré non endossable,
  - Effet de commerce,
  - Virement bancaire,
  - Procédé électronique,
  - Compensation.

- Déductibles dans la limite de :**
- **10.000 DH TTC par jour et par fournisseur**
  - **100.000 DH TTC par mois et par fournisseur**

### **Disposition non applicable aux :**

- **Achats des animaux et produits agricoles non transformés,**
- **Paiement des impôts et taxes et des charges du personnel.**

## Exemple : Dépenses > 10.000 DH dont règlement non justifié

100

- Novembre: Même fournisseur
- Achats en espèces: 242.450 HT
- Montants par jour entre 5.000 et 10.000 DH TTC.

- Achat par jour  $\leq$  10.000 DH TTC
- Déduction limitée à 100.000 TTC par mois,
- Soit  $100.000 / 1,2 = 83.333$  HT.
- Réintégration =  $242.450 - 83.333$   
= 159.117

- Décembre: Même fournisseur
- Achats en espèces 150.900 HT soit 3 factures de 50.300 DH émises le 10, le 20 et le 30/12.

- Achats déductibles :
- Charge déductible par jour limitée à 10.000 TTC
- Soit  $10.000 / 1,2 = 8.333,33$  HT
- Déduction =  $8.333,33 \times 3 = 25.000$ .
- Réintégration =  $150.900 - 25.000$   
= 125.900

## Amortissement des véhicules de tourisme

- **Valeur totale fiscalement déductible: ne peut être supérieur à 300.000 DH par véhicule.**
- **Taux d'amortissement = 20%**
- **Limitation non applicable aux véhicules du:**
  - **transport public, T. collectif du personnel,**
  - **T. scolaire, location de voitures,**
  - **Ambulances.**

## Exemple : Amortissement des véhicules de tourisme

- **Prix voiture = 500.000 DH TTC.**
- **Annuité d'amortissement =  $500.000 \times 25\% = 125.000$  DH**
- **Annuité déductible =  $300.000 \times 20\% = 60.000$  DH**
- **Réintégration =  $125.000 - 60.000 = 65.000$  DH.**

## Véhicules objet d'un contrat de crédit bail ou de location 103

- **N'est pas déductible la part de la redevance ou de la location supportée par l'entreprise et correspondant à l'amortissement au taux de 20% par an sur la partie du prix du véhicule excédant 300.000 DH.**

**Limitation non applicable pour les locations par période n'excédant pas 3 mois.**

**Même si location, on raisonne amortissement.**

## Véhicules objet d'un contrat de crédit bail ou de location

### Exemple

104

**Acquisition d'une voiture  
Mercedes par crédit bail.**

**Charge locative comptabilisée =  
88.200**

**Prix TTC de la voiture = 600.000**

**Taux d'amortissement pratiqué  
par la société de leasing : 25%.**

**Calcul de la réintégration :**

**Dotation présumée chez la  
société de leasing au taux de  
20% = 500.000 x 20% = 100.000**

**Dotation déductible = 300.000 x  
20% = 60.000**

**Réintégration = 100.000 - 60.000  
= 40.000 DH**

# Le calcul de l'IS

## Rappel de la base de calcul de l'IS

106

**Résultat  
comptable**

**Déductions des  
produits non  
imposables**

**Réintégrations  
des charges non  
déductibles**

**Résultat  
fiscal**

- (-) déficits sur 4 exercices antérieurs.

- Base de calcul = RF

$$IS = RF \times \text{taux}$$

- Taux normal :

Bénéfice net en DH	Taux
Inférieur ou égal à 300.000	10%
De 300.000 à 1.000.000	20%
De 1.000.000 à 5.000.000	30%
Au-delà de 5.000.000	31%

**Taux  
d'imposition**

- Taux proportionnels et non progressifs.

Exemple :

$$RF = 700.000$$

$$IS = 700.000 \times 20\% = 140.000$$

## Taux spécifiques

- **Le taux de 37%**
  - Etablissements de crédits, BAM, C.D.G, les SAR.
- **Le taux réduit de 17,5%**
  - Sociétés exportatrices au-delà de 5 ans ;
  - Idem : les entreprises hôtelières ... ;
  - Idem : les entreprises qui vendent des PF à des exportateurs installés dans des PFE ;
  - les entreprises minières exportatrices ;
  - les établissements privés d'enseignement pendant les 5 premières années.

## Taux spécifiques

- **Le taux de 20%**
  - PPRF avec droit d'imputation (non libératoire)
  
- **Le taux de 15%**
  - PAPS
  
- **Le taux de 10%**
  - Produits bruts HT versés par des entreprises marocaines à des Stés étrangères non résidentes ;
  - Banques offshore (sur option) durant les 15 premières années suivant la date de l'agrément.
  - Les sociétés imposées au taux de 17,50% peuvent bénéficier du taux de 10% lorsqu'elles réalisent un bénéfice fiscal inférieur ou égal à 300.000 DH.

## La cotisation minimale

- L'IS ne peut être inférieur à une cotisation minimale (CM) quelque soit le RF.
- La CM est calculée sur la base des produits d'exploitation HT.
  - Chiffre d'affaires,
  - Produits accessoires et des produits financiers.
  - Subventions, primes et dons reçus.

## Taux de la cotisation minimale

- 0,50% pour le cas normal ;
- 0,25% pour les produits pétroliers, gaz, le beurre, l'huile, le sucre, la farine, l'eau, l'électricité.
- Minimum CM : 3.000 DH.
- Si CM sup IS: Excédent acquis au Trésor.

## Exemple de calcul de la CM

112

### Données 2016 :

- **Chiffre d'affaires : 29.000.000**
- **Produits financiers : 300.000**
- **Sub. reçues : 700.000**
- **Résultat fiscal : 500.000**

$$\text{IS} = 500.000 \times 20\% = 100.000$$

$$\begin{aligned} \text{Base CM} &= 29.000.000 + 300.000 + 700.000 \\ &= 30.000.000 \end{aligned}$$

$$\text{CM} = 30.000.000 \times 0,5\% = 150.000$$

**CM supérieure à IS**

$$\text{ID dû} = 150.000$$

## Exonération de la CM

- **36 premiers mois suivant la date du début de l'exploitation.**
- **Dans la limite de 60 mois qui suivent la date de constitution de la société.**

# **Le paiement de l'IS**

## **Acomptes et régularisation**

## Méthode des acomptes

- **IS payée par :**
  - Avance de
  - Quatre acomptes provisionnels (AP)
  - Chacun égal à 25% du l'impôt dû au titre du dernier exercice, dit exercice de référence.
- **Acompte  $i = IS (N-1) / 4$** 
  - Acompte 1 : au plus tard 31/03/N (si année civile)
  - Acompte 2 : au plus tard 30/06/N
  - Acompte 3 : au plus tard 30/09/N
  - Acompte 4 : au plus tard 31/12/N

## Exemple des acomptes

- Exercice de référence : 2016
  - Résultat de 2016 : 1.200.000
  - AP à verser au titre de l'exercice 2017 ?
- 
- IS Exercice de référence =  $1.200.000 \times 30\% = 400.000$
  - AP =  $400.000 \times 25\% = 100.000$
  - 1<sup>er</sup> AP à verser au plus tard le 31.03.2017 = 100.000
  - 2<sup>ème</sup> AP ..... le 30.06.2017 = 100.000
  - 3<sup>ème</sup> AP ..... le 30.09.2017 = 100.000
  - 4<sup>ème</sup> AP ..... le 31-12-2017 = 100.000

## Dispense de paiement

- **La fiscalité est aussi une affaire de prévision**
- **Si 1 ou plusieurs AP versés  $\geq$  à IS prévisionnel**  
**Possibilité de dispense de verser de nouveaux AP.**
- **Remettre à DGI la déclaration de dispense, 15 jours avant la date d'exigibilité du prochain AP.**

## Dispense de paiement

- Mais la prévision doit être sérieuse
- La marge tolérée est de 10%
- Si l'IS dû  $\geq$  de plus de 10% aux AP versés:  
Application des amendes et majorations aux AP non versés aux échéances prévues.

## Régularisation de l'Impôt

- **Moment de la régularisation :**  
Dans les 3 mois qui suivent la date de la clôture de chaque exercice comptable.
- **La régularisation tient compte des AP versés.**
- **Deux cas sont possibles :**
  - **Avance insuffisante : Complément à verser**
  - **Avance suffisante : Excédent d'impôt versé**

## 1<sup>er</sup> cas: Complément à verser

120

Régularisation  
de l'Impôt



**Complément à acquitter dans les 3 mois  
suivant la clôture de l'exercice.**

## Exemple de complément à verser

121

**Soit total AP versés en 2016 : 100.000**

**RF 2016 : 750.000**

**Base CM : 24.000.000**

- **IS 2016 = 750.000 x 20% = 150.000.**

- **CM = 24.000.000 x 0,5% = 120.000**

**AP < à IS dû.**

- **IS dû = 150.000**

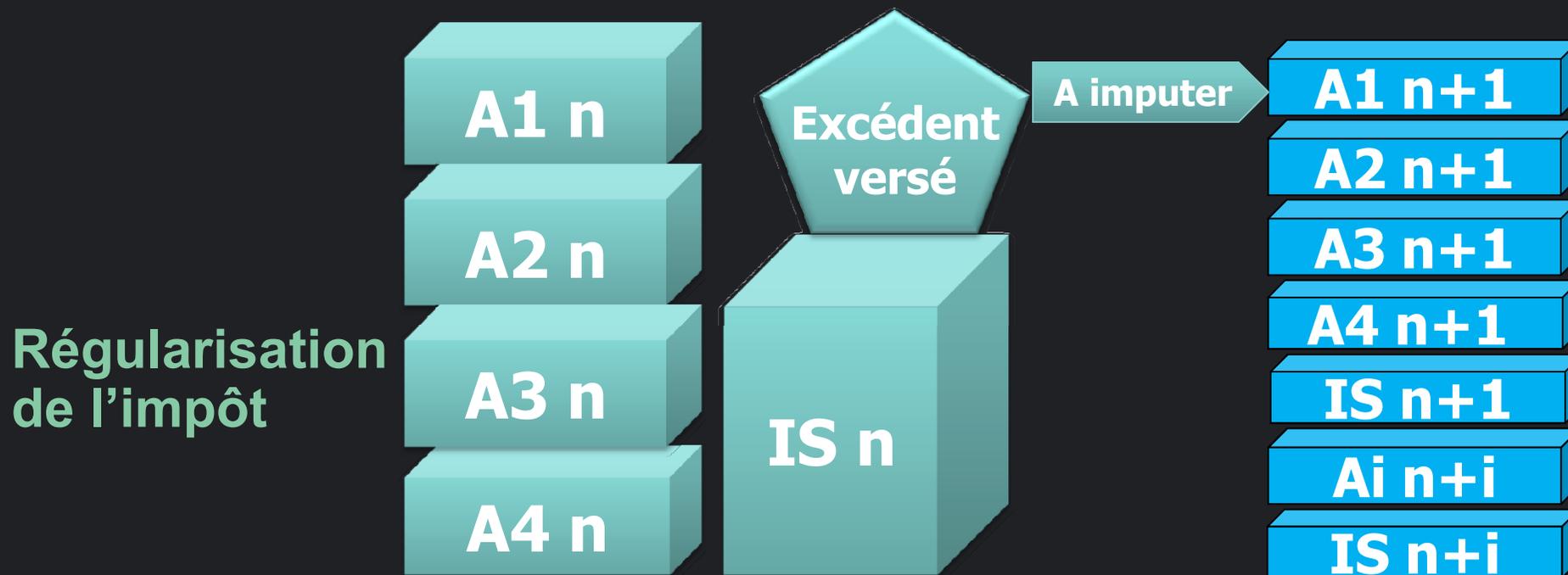
- **AP versés = 100.000**

- **Complément = 150.000 – 100.000 = 50.000**

**A verser au plus tard le 31 mars 2017.**

## 2<sup>ème</sup> cas : Excédent d'impôt versé

122



- Excédent à imputer sur les AP et l'impôt dû du ou des exercices suivants.

## Exemple d'excédent versé

- AP versés 2016 = 240.000
- L'IS dû 2016 = 180.000.
- Excédent versé = 60.000

- Imputation Excédent sur AP<sub>2017</sub>
- AP 1 =  $180\ 000 \times 25\% = 45.000$
- Cet AP ne sera pas versé
- Il va servir à l'imputation de l'excédent de versement.
- Reliquat de l'excédent = 15.000

- AP 2 = 45.000
- Imputation du reliquat de l'excédent : 15.000
- Partie non imputée =  $45.000 - 15.000 = 30.000$  à verser au PT 30.06.2017
- AP 3 = 45.000 à verser au PT 30.09.2017
- AP 4 = 45.000 à verser au PT 31.12.2017



# L'impôt sur le revenu : Champ d'application

## Les revenus imposables

### Champ d'application

- L'IR s'applique au revenu global.
- Somme des revenus catégoriels suivants :
  - revenus professionnels ;
  - revenus salariaux ;
  - revenus et profits fonciers ;
  - revenus et profits mobiliers ;
  - revenus agricoles.

## Les personnes imposables

### Champ d'application

- En principe : que les personnes physiques.
- Mais aussi les sociétés de personne :
  - ne comprenant que des personnes physiques
  - n'ayant pas opté pour l'IS.
- Exemple : SNC, SCS et SF.

**L'imposition du revenu global obéit au :**

- **critère de la résidence ;**
- **et critère de la source de revenu.**

**Territorialité  
de l'impôt**

Résidence	Au Maroc	Hors du Maroc
Source marocaine	Imposable	Imposable
Source étrangère	Imposable	Non imposable

## Territorialité de l'impôt

- **Il y a résidence habituelle au Maroc, lorsqu'il a, au Maroc :**
  - **un foyer permanent d'habitation ;**
  - **le centre des intérêts économiques = activité professionnelle principale ;**
  - **séjour de plus de 183 jours par an au Maroc (continue ou discontinue).**

## Modalités d'imposition

### Période d'imposition

- Année civile.
- Cas particuliers : RS

### Délai de déclaration

- Avant le 1<sup>er</sup> mai, pour les revenus professionnels à comptabilité RNR ou RNS.
- Avant le 1<sup>er</sup> mars, pour :
  - les titulaires de revenus professionnels soumis au régime forfaitaire ;
  - et/ou les titulaires de revenus autres que les revenus professionnels ;

# Détermination du revenu global imposable

**Revenu prof. brut**

**Revenu salarial brut**

**Revenu mobilier brut**

**Revenu foncier brut**

**Revenu agricole brut**

Traitement  
fiscal  
catégoriel

**Revenu prof. imposable**

**+**

**Revenu salarial imposable**

**+**

**Revenu mobilier imposable**

**+**

**Revenu foncier imposable**

**+**

**Revenu agricole imposable**

**=**

**Revenu global imposable**

## Déductions sur revenu global

- Dons octroyés aux ARUP ;
- Dons octroyés aux AOS des entreprises dans la limite de 2 pour mille du CA HT ;
- Dons octroyés à certain organismes : Habous, entraide nationale ...

## Déductions sur revenu global

- **Intérêts / prêts pour logement à usage d'habitation principale dans la limite de 10% du revenu global imposable.**
- **Idem: Rémunération convenue d'avance d'un contrat Mourabaha, et marge locative dans le contrat Ijara Mountahia Bitamlik**
- **Cotisations à l'assurance retraite d'une durée égale au moins à 8 ans dans la limite de:**
  - **10 % du revenu global imposable pour les non salariés.**
  - **50% du salaire net imposable pour les salariés.**

## Exemple de déduction des primes d'assurance retraite

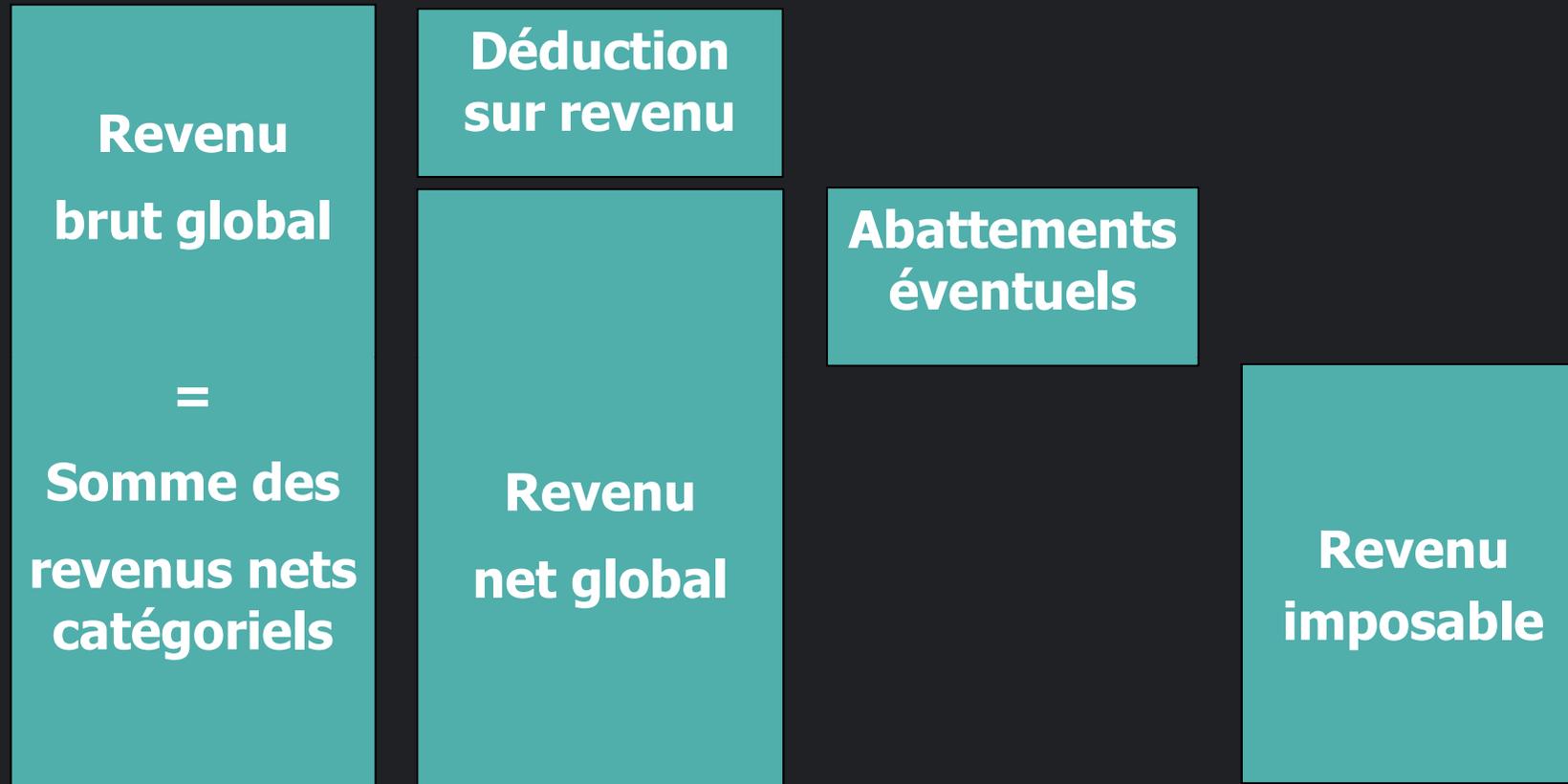
134

- Un commerçant a disposé au cours de 2016 d'un revenu net professionnel de 120.000 DH.
- Il a souscrit, en 2016, un contrat d'assurance retraite d'une durée égale à 10 ans.
- La cotisation annuelle s'élève à 15.000 DH.

### Calcul du revenu net imposable :

- Revenu net professionnel = 120.000 DH
- Cotisation versée = 15.000 DH
- Cotisation déductible =  $120.000 \times 10\% = 12.000$  DH
- Revenu net imposable =  $120.000 - 12.000 = 108.000$  DH

# Détermination du revenu imposable



## Schéma de base de calcul de l'impôt

Revenu global imposable

Application du barème des taux



IR calculé

-

Déductions sur impôt

=

IR dû

## Barème de l'IR

Tranches de revenu	Taux	Somme à déduire
0 - 30.000	0%	0
30.001 - 50.000	10%	3.000
50.001 - 60.000	20%	8.000
60.001 - 80.000	30%	14.000
80.001 - 180.000	34%	17.200
Plus de 180.000	38%	24.400

## Exemple de calcul de l'IR

- Soit Revenu global imposable = 280.000 DH.

### Méthode 1 : Imposer les tranches

- Première tranche :  $(30.000 - 0) \times 0\% = 0$
- Deuxième tranche :  $(50.000 - 30.000) \times 10\% = 2.000$
- Troisième tranche :  $(60.000 - 50.000) \times 20\% = 2.000$
- Quatrième tranche :  $(80.000 - 60.000) \times 30\% = 6.000$
- Cinquième tranche :  $(180.000 - 80.000) \times 34\% = 34.000$
- Sixième tranche :  $(280.000 - 180.000) \times 38\% = 38.000$
- Total IR =  $0 + 2.000 + 2.000 + 6.000 + 34.000 + 38.000 = 82.000$

## Exemple de calcul de l'IR

- Revenu global imposable = 280.000 DH.

### Méthode 2 : Imposition directe avec somme à déduire

- Revenu global imposable = 280.000 DH
- Taux de la dernière tranche dudit revenu = 38%
- Somme à déduire de la dite tranche : 24.400
- $IR = 280.000 \times 38\% - 24.400 = 82.000$

### Taux de 10 % libératoire :

- Produits bruts HT versés à des entreprises étrangères non résidentes.

### Taux de 15% libératoire :

## Taux spécifiques

- Produits des actions, parts sociales et revenus assimilés ;
- Profits résultant des cessions d'actions cotées en bourse ;
- Profits résultant des cessions d'actions O.P.C.V.M dont l'actif est d'au moins 60% d'actions ; ...

## Taux de 17% libératoire

- Rémunérations versées à des enseignants vacataires.

## Taux de 20%

### Taux spécifiques

- Profits nets des cessions d'actions non cotées ;
- PPRF acquis par les personnes physiques sous RNR ou RNS ;
- Profits nets des cessions d'obligations et autres titres de créance ; ...

## Taux de 30%

### Taux spécifiques

- Produits des placements à revenu fixe à l'exclusion des assujettis sous RNR ou RNS (libératoire) ;
- Rémunérations versées à des personnes ne faisant pas partie du personnel de l'entreprise (imputable avec droit à restitution) ;
- Cachets des artistes ;
- Revenus salariaux des sportifs professionnels (après abattement de 40%).

## Déductions opérées sur l'IR

- **Charges de famille**
- **L'impôt retenu à la source**
- **L'impôt étranger**

## Charges de famille

- Déduction de 360 DH par personne à charge, dans la limite de 6 déductions.
- Personnes à charge :
  - Conjoint (abstraction faite de ses revenus) ;
  - Enfants dont âge  $\geq 27$  ans et revenu  $\leq$  tranche exonérée de l'IR ;
  - Enfants, sans condition d'âge si infirmité.
- Déductions appliquées pour le conjoint qui a légalement la charge des enfants.

Déductions  
opérées  
sur l'IR

## Déductions opérées sur l'IR

### L'impôt retenu à la source

L'IR calculé est diminué des RS opérés sur les revenus du contribuable si RS imputables.

### L'impôt étranger

Réduction égale à 80% de l'IR dû au titre des pensions de source étrangère, transférées à titre définitif en dirhams non convertible.

## Exemple de réduction sur pensions de source étrangère

- **Retraité français résidant au Maroc**
- **Pension de source française : 13.500 Euro**  
**Soit 148.500 DH.**

- **Abattement sur pension =  $148.500 \times 55\% = 81.675$**
- **Pension imposable =  $148.500 - 81.675 = 66.825$  DH**
- **I R calculé =  $66.825 \times 30\% - 14.000 = 6.047,50$  DH**
- **Déduction sur IR =  $6.047,50 \times 80\% = 4.838$  DH**
- **I.R dû :  $6.047,50 - 4.838 = 1.210$  DH.**

# L'IR sur revenus professionnels

## Champ d'application

## Définition des RP

**Les revenus qui ne relèvent pas des:**

- **revenus salariaux,**
- **revenus fonciers,**
- **revenus agricoles,**
- **revenus des capitaux mobiliers.**

## Revenus provenant des :

- Professions commerciales
- Professions industrielles
- Professions artisanales
- Professions immobiliers
- Professions libérales.

## Revenus répétitifs :

- Journaliste non salarié
- Ecrivain
- Artiste
- Eleveur de chevaux
- Guide pour touristes.

## Revenus assujettis

## Personnes assujetties

- **Personnes physiques.**
- **PP membres de groupements :**
  - **Bénéfice des SNC, SCS et SF : imposé au nom du principal associé.**
  - **En cas de déficit : imputé sur les RP du principal associé.**

**Similaires à celles traitées au niveau de l'IS:**

**Exonérations  
des revenus  
professionnels**

- **Exonération permanente ;**
- **Exonération totale suivie d'une imposition permanente au taux réduit ;**
- **Imposition permanente au taux réduit ;**
- **Imposition temporaire au taux réduit.**

## Détermination du bénéfice imposable

### Selon 3 régimes :

- Régime du résultat net réel (RNR)
- Régime du résultat net simplifié (RNS)
- Régime forfaitaire (RF)

### Critères principaux :

- Nature d'activité
- Chiffre d'affaires

# Régimes d'imposition à l'IR

153

Activités	RNR	RNS	Forfait
Prof. commerciales, industrielles, artisanales .	CA > 2 MDH	1 M < CA ≤ 2 M	CA ≤ 1 MDH
Prestations service et professions libérales	CA > 500.000	0.25 < CA ≤ 0.5	CA ≤ 250.000

# Bénéfice imposable selon le RNR

**Le RNR s'applique obligatoirement aux :**

- **SNC, SCS et Association en Participation.**
- **Entreprises individuelles dont le CA excède :**
  - **2 MDH pour les Prof. com., ind., et art.**
  - **500.000 DH pour les Pres. de ser. ou PL.**
- **Entreprises individuelles dont le CA n'excède pas les seuils, si elles n'ont pas opté pour le RNS ou le BF.**

**Application  
du RNR**

# Mode de détermination du RNR

156

**Résultat  
comptable  
100**

**Réintégrations des  
charges non  
déductibles  
+ 40**

**Déductions produits  
non imposables  
- 20**

**Résultat fiscal**

**= 120**

**Idem**

**IS**

**Imputation déficits / exercices antérieurs.**

**Produits  
imposables :**

**Idem IS**

**Charges  
déductibles :**

**Idem IS**

**Sauf quelques  
particularités**

## Les charges du personnel

- **Rémunération de l'exploitant individuel :  
Emploi de bénéfice non déductible**
- **Rémunération des principaux dirigeants  
des sociétés de personnes: Non déductible.**
- **Rémunération des associés non dirigeants  
: Déductibles si associés salariés.**

## Les charges financières

- **Principe: intérêts engagés dans l'intérêt de l'entreprise : Déductibles.**
- **Intérêts rémunérant le compte courant de l'associé principal : Non déductibles.**
- **Idem loyer et autres charges au profit de l'associé principal.**

## Exemple calcul des intérêts déductibles sur CCA

Soit une SNC dont le capital et comptes courants s'élèvent à :

Associés	Part capital	CCA
A	600.000	500.000
B	400.000	700.000
Total	1.000.000	1.200.000

Capital entièrement libéré.

CCA rémunérés à 15%.

Taux admis de déduction : 3%.

La rémunération de l'associé A (AP) n'est pas déductible.

A réintégrer intégralement au RF:  $500.000 \times 15\% = 75.000$

Pour l'associé B : CCA > Capital

Taux pratiqué > Taux admis

Réint. pour dépassement du capital =  $300.000 \times 15\% = 45.000$

Réint. pour dépassement du taux =  $400.000 \times 12\% = 48.000$

Total réintégration =  $75.000 + 45.000 + 48.000 = 168.000$

## La cotisation minimale

- **Idem IS, sauf :**
- **Les taux : 6 % pour les avocats... les architectes... les médecins...**
- **Minimum : 1.500 DH.**
- **Délai de versement : avant le premier février de chaque année.**

## Exemple de calcul de la CM

**Soit RF de 300.000 DH et produits d'exploitation de :**

- CA Sucre : 1.500.000
- CA Huile : 2.400.000
- CA Farine : 2.600.000
- CA Beurre : 500.000
- Autres produits : 6.000.000
- Produits financiers : 100.000

**Calcul de l'impôt dû :**

$$\text{IR} = 300.000 \times 38\% - 24.400 = 89.600$$

**Calcul de la cotisation minimale :**

$$\text{CM à } 0,25\% = (1.500.000 + 2.400.000 + 2.600.000 + 500.000) \times 0,25\% = 17.500$$

$$\text{CM à } 0,50\% : (6.000.000 + 100.000) \times 0,5\% = 30.500$$

$$\text{Total CM} : 17.500 + 30.500 = 48.000.$$

$$\text{Impôt dû} = 89.600 \text{ DH.}$$

# Bénéfice imposable selon régimes optionnels

## Régime du résultat net simplifié : Seuils limites

164

Activités	RNS
Prof. commerciales, industrielles, artisanales .	$1 \text{ M} < \text{CA} \leq 2 \text{ M}$
Prestation de service ou professions libérales	$0.25 < \text{CA} \leq 0.5$

- **L'option doit être formulée par écrit.**
- **Début d'activité : Avant le 1er avril de l'année suivant celle du début d'activité.**

## **Option RNS**

**L'option prend effet à partir de l'année du début d'activité.**

- **En cours d'activité : Avant le 1er mars de l'année. L'option prend effet à partir de l'année suivante.**

- **Passage du RNR au RNS :**

**Que si CA < Seuil RNR 3 années de suite.**

**Changement  
de régimes:  
Trois Cas**

- **Passage du RNS au Régime forfaitaire:**

**Que si CA < Seuil RF 3 années consécutives.**

- **Passage du RNS au RNR:**

**Aucune obligation particulière**

## Revenu professionnel imposable

- **Le RNS est établi à partir des :**
  - **Recettes**  
+ créances clients majorés de stocks à la date de clôture des comptes.
  - **Dépenses**  
+ dettes fournisseurs majorées des stocks à la date d'ouverture des comptes.
  - **Cotisation minimale : Idem RNR**

## Particularités RNS

- Provisions non déductibles
- Déficits non imputables sur bénéfices futurs.

## Régime du bénéfice forfaitaire : Seuils limites

Activités	Forfait
Prof. commerciales, industrielles, artisanales .	$CA \leq 1 \text{ MDH}$
Prestation de service ou professions libérales	$CA \leq 250.000$

## Professions et activités exclues du RF

170

- Médecin, chirurgien, ...
- Architecte, topographe...
- Expert comptable, ...
- Lotisseur et promoteur immobilier...
- Assureur, courtier ...
- Editeur, libraire, imprimeur ...
- Exploitant de cinéma...
- Bijouterie et joaillerie...
- Hôtelier...
- Ecole d'enseignement privé...
- Avocats et notaires...

## Revenu professionnel imposable

- On calcule le BF et le Bénéfice Minimum.
- $BF = CA \text{ déclaré} \times \text{Taux de bénéfice donné.}$
- $BM = \text{Valeur Locative (TP)} \times \text{Coefficient (0,5 à 10)}$
- Comparaison BF ... BM
- L'impôt est établi sur le terme le plus élevé.

- **Conditions du chiffre d'affaires :**

Le CA annuel encaissé :

- **≤ 500 000 DH pour les activités commerciales, ind. et artisanales ;**
- **≤ 200 000 DH pour les prestataires de services.**

**Régime  
de l'auto-  
entrepreneur**

- **Autres conditions :**

- **Demande auprès de « Poste Maroc ».**
- **Adhérer au régime de sécurité sociale ;**
- **Tenir un registre des achats et des ventes.**

## Base imposable et taux d'imposition

- Base imposable = CA encaissé
- Taux d'imposition :
  - 1% sur le montant  $\leq$  à 500 000 DH pour les activités commerciales... ;
  - 2% sur le montant  $\leq$  200 000 DH pour les prestations de service.
- Taux libératoires de l'IR.

## Obligations déclaratives de l'auto- entrepreneur

- **Déclaration d'existence :**  
**A souscrire auprès de « Poste Maroc » dans les 30 jours suivant la date du début de l'activité.**
- **Déclaration du CA, selon l'option formulée ( par mois ou trimestre);**
- **Versement de l'IR auprès de « Poste Maroc » :**
  - **Avant la fin du mois qui suit le mois de l'encaissement du CA ;**
  - **Ou avant la fin du mois qui suit le trimestre de l'encaissement du CA.**

# L'IR sur les revenus salariaux

## Champ d'application

- **Salaires et traitements : ...**
- **Les avantages en argent et en nature : ....**
- **Les indemnités réparant dommage ou préjudice: ...**
- **Les pensions et rentes viagères: ...**

## Revenus exemptés

- Indemnités couvrant les frais engagés dans l'exercice de la fonction de l'emploi.
- Indemnités ayant le caractère de dommages et intérêts, destinées à réparer un préjudice.
- Cotisations patronales de sécurité sociale, de retraite et d'assurance groupe.
- Allocations familiales, pensions alimentaires, pensions d'invalidité et rentes d'accident de travail.
- Indemnités de maladie, maternité, allocations décès...
- Indemnités de licenciement dans la limite de 36 mois.
- ...

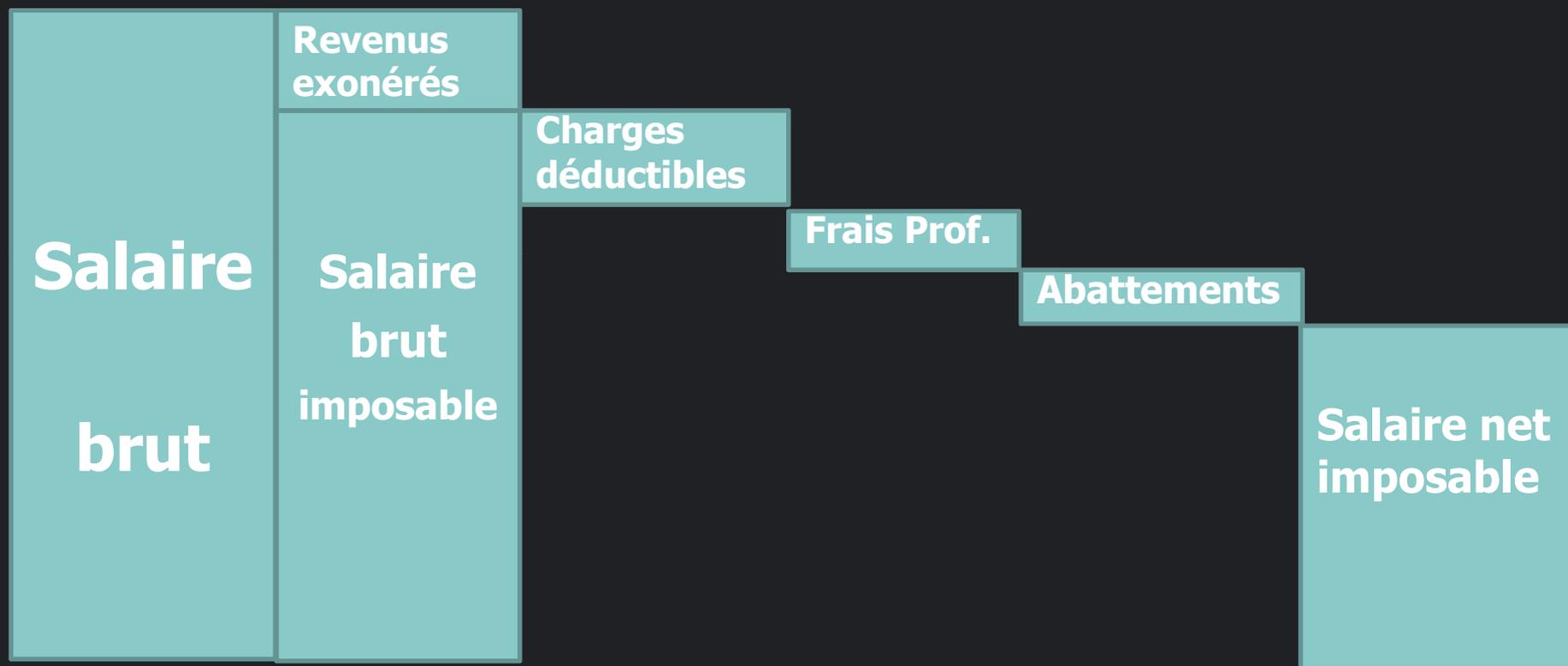
## Exemple de limite de l'indemnité de licenciement exonérée

178

- Un salarié a été licencié après 30 ans de service.
  - Son revenu brut mensuel est de 10.000 DH.
  - L'indemnité accordée dans le cadre de la procédure de conciliation est calculée comme suit :
  - Nombre de mois calculés = 30 ans x 1,5 mois = 45 mois
- 
- L'indemnité exonérée est limitée à 36 mois
  - Indemnité exonérée = 10.000 x 36 = 360.000 DH
  - L'indemnité imposable est de l'ordre de la différence soit :
  - Indemnité imposable = 10.000 x (45-36) = 90.000 DH.

# Base imposable de l'IR sur salaire

179



## Schéma de base du salaire net imposable

180

**Etape 1 : Salaire brut : Total des éléments du salaire**

**Etape 2 : Exonérations**

**Etape 3 : Salaire brut imposable = Salaire brut - Exonérations**

**Etape 4 : Déductions et Abattements éventuels**

**Etape 5 : Salaire net imposable = SBI – Déductions et Abattement**

## Déductions du SBI

- **Cotisations sociales et primes d'assurance groupe.**
- **Primes et cotisations à l'assurance retraite dans la limite de 50 % du salaire net imposable:**
  - Si contribuable ne dispose que du revenu salarial.
  - Si durée du contrat d'assurance est  $\geq$  8 ans
  - Si prestations servies après l'âge de 50 ans
- **Remboursement en principal et intérêts normaux des log. Eco. et ce dans la limite de 10% du RNI.**
- **Idem pour coût d'acquisition :**
  - et RCA dans le cadre d'un contrat Mourabaha
  - Ou ML payée dans le cadre d'un contrat « IMB ».

## Exemple de déduction des intérêts

182

**Les éléments de salaire se présentent comme suit :**

- Salaire brut annuel : 200.000
- Eléments exonérés : 4.000
- Frais professionnels et cotisation sociales = 36.000
- Prêt pour l'acquisition de l'habitation principale = 400.000.
- Intérêts annuels de l'ordre de 22.000 DH TTC.

**Le salarié ne peut déduire que les intérêts: Prix > 250.000 HT**

**Salaire brut imposable :  $200.000 - 4.000 = 196.000$**

**Déductions sur le revenu : 36.000**

**Limite déduction intérêts :  $(196.000 - 36.000) \times 10\% = 16.000$**

**Intérêts payés supérieurs à la limite de 10% du SNI (avant intérêts).**

**Intérêts déductibles = 16.000**

**Total des déductions =  $36.000 + 16.000 = 52.000$**

**SNI =  $196.000 - 52.000 = 144.000$  DH.**

## Exemple de cotisation à l'assurance retraite

183

- Un salarié disposant d'un SNI de 100.000 DH a souscrit à un régime de retraite complémentaire.
  - Prime annuelle = 60.000 DH.
- Possibilité de déduire la prime dans la limite de 50% du SNI
  - Salaire net imposable = 100.000 DH
  - Déduction calculée :
  - $100.000 \text{ DH} \times 50 \% = 50.000 \text{ DH}$
  - La déduction se fait à hauteur de 50% du SNI soit : 50.000 DH

- **Frais professionnels**

- **FP = 20% du SBI** (Hors avantages en Arg. ou en Nat. ).

- **Taux spéciaux plus élevés pour certaines professions:**

- **Exemple : Ouvriers d'imprimerie de journaux travaillant la nuit : 35%**

- **Personnel navigant de l'aviation marchande : 45%**

- **Déduction plafonnée à la valeur de la première tranche du barème.**

**Déductions  
du SBI**

## Exemple de frais professionnels déductibles

185

- Un salarié a disposé au cours de mars d'un revenu constitué de :
- Salaire de base : 15.000
- Diverses primes : 2.000
- Allocations familiales : 300
- Valeur locative du logement mis à sa disposition : 5.000
- Prise en charge des dépenses d'eau et d'électricité : 1.000

- Les frais professionnels déductibles sont calculés comme suit :
- Salaire brut =  $15.000 + 2.000 + 300 + 5.000 + 1.000 = 23.300$
- Salaire brut imposable =  $23.300 - 300 = 23.000$
- Frais professionnels =  $(23.000 - 5.000 - 1.000) \times 20\% = 3.400$
- Limite des frais professionnels déductibles = 2.500 DH.

## **Abattement forfaitaire pour les pensions**

- **La pension nette imposable est obtenue en déduisant :**
  - **55% sur le montant brut annuel inférieur ou égal à 168.000 DH ;**
  - **40% pour le surplus.**

**Mode  
d'imposition  
de l'IR sur  
salaire :**

- **Par voie de RS opérée par l'employeur.**
- **Titulaires des Revenus Salariaux dispensés d'établir la déclaration annuelle de leurs revenus lorsqu'ils disposent d'un seul revenu.**

## Taux d'imposition:

### Barème progressif par période : A partir du barème annuel

Revenus mensuels	Taux	Méthode rapide
0 – 2.500	0%	0,00
2.501 – 4.167	10%	250,00
4.167 – 5.000	20%	666,67
5.001 – 6.667	30%	1.166,67
6.667 – 15.000	34%	1.433,33
Au-delà de 15.000	38%	2.033,33

## Exemple de calcul de l'IR / salaire

189

**Salarié marié a 2 enfants âgés respectivement de 5 et 8 ans et dont le bulletin de paie mensuel fait ressortir ce qui suit :**

- Traitement de base : 4.000
- Indemnité de fonction : 1.000
- Indemnité de dép. justifiée : 500
- Indemnité caisse : 200
- Allocation familiale : 300
- Cotisation CNSS : 214,50

- **Salaire brut =  $4000 + 1000 + 500 + 200 + 300 = 6.000$**
- **Éléments exonérés =  $500 + 200 + 300 = 1.000$**
- **SBI =  $6.000 - 1.000 = 5.000$**
- **FP =  $20\% \times 5.000 = 850$  DH (inférieur 2.500 par mois).**
- **Charges sociales : 214,50**
- **SNI =  $5.000 - 850 - 214,5 = 3.935,50$**
- **IR calculé =  $3.935,50 \times 10\% - 250 = 143,55$**
- **IR à payer =  $143,55 - (360/12) \times 3 = 53,55$  DH.**

- **Rémunérations des personnels ne faisant pas partie du personnel de l'Entreprise : passibles de la RS au taux de:**
  - **30% dans le cas normal (NL).**
  - **17% si versées par des établissements d'enseignement à des enseignants ne faisant pas partie de leur personnel.**
  - **Les RS de 30% et de 17% sont appliquées au revenu global, sans aucune déduction.**
  - **La RS de 17% est libératoire de l'IGR.**

**Taux  
spécifiques  
IR / Salaire**

# L'IR sur revenus et profits des capitaux mobiliers

## Éléments imposables

- **Revenus des capitaux mobiliers:**
  - Produits des actions ou parts sociales et revenus assimilés PAPS.
  - Produits de placements à revenu fixe PPRF.
- **Profits de cession de valeurs mobilières et autres titres de capital et de créances PCVM.**

## PAPS

- **Distribués par les sociétés ayant leur siège au Maroc et relevant de l'IS :**
  - **Dividendes distribués;**
  - **Bénéfices utilisés pour l'amortissement du capital;**
  - **Bénéfices utilisés pour le rachat du capital;**
  - **Boni de liquidation.**

## PPRF

- Intérêts et autres produits des obligations et autres titres de créance.
- Intérêts sur prêts et avances.

- **BI = Montant brut des produits.**
- **Taux des PAPS : 15% libérateur.**
- **Taux des PPRF :**

## **BI et taux de la RS**

- **20% imputable avec droit à restitution pour les personnes physiques sous RNR RNS déclarant leur identité.**
- **Si RS supérieure à IR : Restitution.**
- **30% libérateur pour les personnes non soumises aux RNR RNS.**

## PCVM

- **Profits annuels :**
  - réalisés par les personnes physiques résidentes
  - sur les cessions de valeurs mobilières et autres titres de capital ou de créances
  - émis par les personnes morales ayant leur siège au Maroc ou à l'étranger, et les OPCVM.

## Détermination du profit imposable

- **Profit imposable = Prix de cession**
  - Frais de cession
  - Prix d'acquisition
  - Frais d'acquisition
- **Si achat du même titre à prix différents, le prix à retenir est le CMP desdits prix.**
- **MV réalisées : imputables sur les PV de même nature réalisées au cours de la même année ou à sur les PV des 4 années suivantes.**

## Taux de PCVM

- Taux de 15 % pour les profits des :

- Actions cotées en bourse ;
- Actions ou parts d'OPCVM d'actions ;

RS

- Taux de 20 % pour les profits des obligations et autres titres de créance ;

RS si BV

- Taux de 20% pour les profits des actions non cotées en bourse.

Paiement spontané

## Exemple de calcul de l'IR / profit imposable

199

- Janvier 2014 : Acq. de 1.000 actions d'une société cotée à BVC à 200 DH/Ac
- Mars 2014: Acq. de 800 actions à 180 DH/Ac de la même société.
- Juin 2015: Cession de 1.500 actions de la même société à 250 DH/Ac.
- Les commissions d'acquisition et de cession sont de 0,3 % TTC.

- La RS est calculée comme suit :
- Prix de cession = 1.500 actions x 250 DH = 375.000
- Frais d de cession = 375.000 x 0,3% = 1.125
- Prix d'acquisition = 1.000 x 200 + 800 x 180 = 344.000
- Frais d'acquisition = 344.000 x 0,3% = 1.032
- Coût d'acquisition = 344.000 + 1.032 = 345.032
- CMP des actions acquises :
- CMP = 345.032 / (1.000 + 800) = 191,68

## Exemple de calcul de l'IR / profit imposable (suite)

200

**Prix de cession = 375.000    Nombre d'actions vendues = 1.500**  
**Frais d de cession = 1.125    CMP = 191,68**

- **Profit imp. = Prix de cession - Frais - CMP des actions cédées**
- **Prix net de cession = (375.000 – 1.125) = 373.875**
- **Coût d'acquisition des actions cédées : 1.500 x 191.68 = 287.520**
- **Profit imposable = 373.875 - 287.520 = 86.355**
- **La RS est calculée comme suit :**
- **Taux RS des actions cotées : 15% libératoire**
- **IR retenu à la source = 86.355 x 15% = 12.954 DH.**

**Si Actions non cotées : Paiement spontané au taux de 20%.**

# La taxe sur la valeur ajoutée

**Champ d'application:  
Les opérations imposables**

## Exemple d'entrée

Pour fabriquer un produit P, une entreprise a engagé :  
Achat M F : 1.000                      Salaires payés : 500  
Prix de vente : 2.000

### 1<sup>ère</sup> méthode :

- Vente ( $P^{\circ}$ ) = 2.000
- Achat ( $C^{\circ} I$ ) = 1.000
- Valeur ajoutée = 1.000
- Taux de TVA = 20%
- TVA =  $1.000 \times 20\% = 200$

### 2<sup>ème</sup> méthode :

- TVA sur vente =  $2.000 \times 20\%$   
= 400
- TVA sur achats =  $1.000 \times 20\%$   
= 200
- TVA due =  $400 - 200 = 200$

On a une opération imposable, une base imposable, un taux  
une taxe exigible, une déduction, une taxe due ...

## Schéma du champ d'application de la TVA



## Les opérations

- **Dans le champ d'application :**
  - **Industrie ;**
  - **Commerce ;**
  - **Profession libérale.**
  
- **Hors champ d'application:**
  - **Activités agricoles ;**
  - **Activités civiles.**

**La T.V.A vise les personnes qui se livrent aux activités imposables :**

- **Personne physique ;**
- **Personne morale ;**
- **De manière permanente ;**
- **Ou de manière occasionnelle ;**
- **Quelque soit la forme ou la nature de l'intervention: Vente, Échange, LSM;**
- **Que l'opération soit bénéficiaire ou non.**

**Les personnes**

**Les  
opérations  
imposables**

- **Obligatoirement  
Par option**

- Livraison de biens meubles corporels et incorporels ,
- Livraison de biens immeubles.

**Opérations  
obligatoirement  
imposables**

- Livraison réalisée par :
  - le commerçant grossiste;
  - le commerçant de détail si CA de N-1  $\geq$  2.000.000 DH.

**Opérations  
obligatoirement  
imposables  
Cas particuliers**

- **Livraisons à soi-même :**  
**Une personne obtient un bien à partir de moyens lui appartenant.**
- **C'est une consommation finale et non une consommation intermédiaire.**
- **Imposable par le souci de neutralité fiscale.**

## Opérations sur biens immeubles :

**Opérations  
obligatoirement  
imposables  
Cas particuliers**

- **Travaux immobiliers ...**
- **Opérations de lotissement ...**
- **Opérations de promotion immobilière ...**

**Opérations  
obligatoirement  
imposables  
Cas particuliers**

- **Les ventes par les importateurs :**  
**Imposables à la T.V.A. que l'importateur soit grossiste ou détaillant.**
- **Prestation de services telle que ...**
- **Echange:**  
**Considéré comme une double vente dont le prix est payé en nature.**
- **Vente de biens d'occasion par les assujettis utilisateurs**

## Opérations imposables par option

- **Même exonérées, certaines personnes peuvent opter pour leur assujettissement la T.V.A:**
- **Cette option n'est possible que pour :**
  - **Les exportateurs ;**
  - **Les petits producteurs et prestataires si CA  $\leq$  à 500.000 DH;**
  - **Les revendeurs détaillants si CA  $\leq$  à 2.000.000 DH.**

## Trois raisons principales:

- Faire bénéficier les assujettis du droit à déduction de la taxe sur les achats.

### Intérêt de l'imposition volontaire :

- Transmettre la taxe acquittée en amont, au client assujetti.
- Pour les exportateurs: s'approvisionner en franchise de taxe.

# La taxe sur la valeur ajoutée

## Les opérations exonérées

## Petit schéma:

214

**Opérations  
économiques**

**Champ  
d'application  
TVA**

**Op. taxables**

**Op. Exo. Avec DD**

**Op. Exo. sans DD**

**Op. en suspension**

**Op. Hors Champ**

**Op. Hors Champ**



**Opérations  
exonérées  
sans droit à  
déduction**

- **Produits de première nécessité autrement qu'à consommer sur place : ...**
- **Journaux, publications, films documentaires ;**
- **Coopératives si CA  $\leq$  à 10.000.000 DH ;**
- **Petits fabricants et prestataires CA  $\leq$  à 500.000 DH ;**
- **Revendeurs détaillants : CA  $\leq$  2.000.000 DH.**
- **Opérations financières de l'Etat ;**
- **Actes médicaux ;**
- **Opérations de crédit des AMC ;**
- **Opérations réalisées par certains organismes : ABNL...**
- **...**

**Opérations  
exonérées  
avec droit à  
déduction**

- **Opérations d'exportation de biens et services ;**
- **Marchandises ou objets placés sous les régimes suspensifs en douane ;**
- **Biens d'équipement acquis pendant 36 mois à compter du DA;**
- **Engrais ;**
- **Transport international;**
- **Constructions de logements sociaux : habitation principale, sup. couverte entre 50 et 80 m<sup>2</sup> et le prix  $\leq$  250.000 HT.**
- **Restauration des monuments historiques ;**

## Opérations exonérées avec droit à déduction

- Produits et équipements agricoles destinés à usage exclusivement agricole : tracteurs, abris-serres, moissonneuses, semoir, lieuses...
- Dons de biens, marchandises et travaux :
  - destinés à à l'Etat, aux CL ...
  - financés par des dons de l'Union Europ.
- Opérations effectuées par les banques et des sociétés holding offshore ;
- Opérations de construction de mosquées ...
- Achats des missions diplomatiques ;
- Opérations réalisées par certains organismes ...

## Opérations bénéficiant du régime suspensif

- **Bénéficiaires : Entreprises exportatrices.**
- **Peuvent être autorisées à recevoir en suspension de la TVA :**
  - les marchandises,
  - les matières premières,
  - les emballages irrécupérables,
  - et les services nécessaires à leurs opérations.

**Notion  
du début  
d'activité**

- 1. Cas de redevable ne procédant pas à la construction de son unité d'exploitation**
- 2. Cas de redevable procédant à la construction de son unité d'exploitation**

## 1. Cas de redevable ne procédant pas à la construction de son unité d'exploitation

### Notion du début d'activité

- **Début d'activité : Date du premier acte commercial :**
  - Première opération d'acquisition de biens et services
  - Hors frais de constitution , premiers frais nécessaires à l'installation des entreprises dans la limite de 3 mois commençant à courir à partir du premier acte commercial lié à l'installation de l'entreprise.

## Exemple de détermination du début d'activité

- **Création entreprise : le 01/03/2015.**
- **Acquisition d'un bien d'équipement : le 15/08/2015.**
- **1<sup>er</sup> acte commercial : le 15/08/2015.**

**Ce redevable bénéficie d'un délai supplémentaire de 3 mois pour son installation à partir de la date du premier acte commercial.**

- **Début d'activité commence : 15/11/2015.**
- **Période d'exonération de 39 mois à partir du premier acte commercial.**

## 2. Cas de redevable procédant à la construction de son unité d'exploitation

### Notion du début d'activité

- Début du délai de 36 mois : date de délivrance de l'autorisation de construire.
- Les biens d'investissement sont exonérés:
  - durant toute la durée d'acquisition ou de construction
  - à condition que les demandes d'achat en exonération soient déposées dans le délai de 36 mois.

## Exemple de détermination du début d'activité

- **Soit une entreprise créée le 01/06/2015. Elle a effectué les actes suivants :**
  - **le 15/06/2015 : location d'un appartement pour la domiciliation de son siège ;**
  - **le 02/11/2015 : acquisition d'un terrain ;**
  - **le 15/03/2016 : obtention de l'autorisation de construire.**
- **Début d'activité : 15/03/2016.**



# **La taxe sur la valeur ajoutée**

## **Les règles d'assiette:**

### **Fait générateur de TVA**

## Les règles d'assiette de la T.V.A

- **Le fait générateur de la T.V.A ;**
- **La base imposable de la TVA ;**
- **Les taux de la T.V.A.**

- **FG : Événement qui donne naissance à la dette fiscale et rend l'impôt exigible.**

**Le fait  
générateur  
de la T.V.A**

- **On distingue deux régimes :**
  - **Régime de droit commun : Encaissement**
  - **Régime optionnel : Débits**

## Régime de droit commun : Encaissement

- **Le fait générant l'exigibilité de la TVA :**
  - Encaissement total ou partiel du prix ;
  - Sans considération de la date de la facture ou de livraison.
- **Le FG se situe à la date :**
  - Du versement pour les règlements en espèces;
  - De l'encaissement effectif du chèque ;
  - De l'échéance de l'effet en cas d'émission de traite;
  - Quid de l'escompte d'une traite ?

**Détermination  
du FG**

<b>Règlement</b>	<b>Fait générateur</b>
<b>Chèque</b>	<b>Encaissement effectif du chèque</b>
<b>Virement bancaire</b>	<b>Inscription en compte bancaire</b>
<b>Effet de commerce</b>	<b>Echéance de l'effet et non la date de remise à l'escompte</b>
<b>Société d'affacturage</b>	<b>Paiement du client entre les mains de la société d'affacturage.</b>

## Régime optionnel des débits

- Les redevables de la T.V.A sont autorisés à acquitter la taxe d'après les débits.
- La taxe est exigible en cas d'option :
  - lorsque le compte du client est débité (facturation)
  - sans considération de l'encaissement.
- Mais si l'encaissement intervient avant le débit du compte client, la T.V.A. devient exigible à la date de l'encaissement.

## Cas particuliers de FG

- **Importation : Opération de dédouanement.**
- **Livraison à soit même : Achèvement travaux**



# **La taxe sur la valeur ajoutée**

## **Base taxable et taux**

**La base imposable comprend :**

- **Prix total, tous frais compris, à l'exclusion de la TVA elle-même.**
- **Recettes accessoires telles que la vente de déchets ou d'emballages.**
- **Subventions d'exploitation.**
- **Produits financiers tels que les intérêts sur dépôt à terme.**

**Base  
imposable  
à la TVA**

## Base imposable à la TVA

- La BI comprend, en particulier :
  - Les frais de transport ;
  - Les emballages perdu ;
  - Les intérêts pour règlement à terme ;
  - Les complément de prix ;
  - Les droits et taxes : DD, TIC.
- Les R.R.R.A. et escomptes viennent en diminution du CA imposable.

**On distingue :**

- **Taux normal de : 20%**

**Les taux  
de T.V.A :**

- **Taux réduit de : 14%**

- **Taux réduit de : 10%**

- **Taux super réduit de : 7%**

**Taux normal de 20 %** • Appliqué à tous les biens et services non expressément soumis aux taux réduits.

**Taux  
réduit  
de 14%**

- Beurre à l'exclusion du beurre de fabrication artisanale ;
- Opérations de transports de voyageurs et de marchandises à l'exclusion du transport ferroviaire;
- Energie électrique.

**Location compteurs électriques : 7%.**

**Taux  
réduit  
de 10%**

- **Denrées ou de boissons à consommer sur place**
- **Hôtels et restaurants**
- **Location d'immeubles à usage d'hôtels**
- **Produits alimentaires : huiles fluides alimentaires, sel de cuisine, riz usiné, pâtes alimentaires**
- **Produis pétroliers et gaz**
- **opérations de banque et de valeurs mobilières**
- **Avocat, interprète, notaire, adel, huissier de justice ;**
- **...**

**Taux  
réduit  
de 7%**

- Eau livrée aux réseaux de distribution publique ;
- Location de compteurs d'eau et d'électricité ;
- Produits pharmaceutiques ;
- Fournitures scolaires ;
- Sucre ;
- Conserves de sardines ;
- Lait en poudre destiné à l'alimentation animale ou humaine ;
- ...

# La taxe sur la valeur ajoutée

## Les déductions

# Les déductions de la T.V.A

242

Op.  
Eco.

Ch.  
D'appli.  
TVA

Hors C A

Op. taxables

Op. Exo. Avec DD  
Art 92

Op. en suspension  
Art 94

Op. Exo. sans DD  
Art 91

Op. H C A

TVA  
déductible

TVA non  
déductible

## Les déductions de la T.V.A

- **T.V.A sur achats : déductible de la T.V.A sur ventes.**
- **Bénéficiaires: les assujettis qui réalisent:**
  - **Des opérations imposables**
  - **Des opérations exonérées, assimilées aux opérations taxables, pour l'exercice du D à D**
  - **Des opérations en suspension de la TVA.**

- **Dépenses engagées pour les besoins de l'entreprise :**
  - immobilisations,
  - valeurs d'exploitation
  - frais généraux d'exploitation.

**Les éléments du prix concernés :**

- **Les dépenses doivent :**
  - être nécessaires à l'activité imposable.
  - affectées exclusivement à l'activité imp.
  - Les op. réalisées grâce à ces dépenses doivent être imposables.

- **Pour être déductible, la T.V.A doit être :**
  - **payée,**
  - **mentionnée sur un document justificatif ( facture, quittance de douane... ).**
- **Conditions de délai :**

**Le droit à déduction prend naissance dans le mois du paiement total ou partiel des factures, mémoires ou décomptes.**

## **Exercice du droit à déduction**

- L'imputation de la T.V.A, est faite:
  - Globalement
  - Par période pour les opérations de la période.

## Modalités de déduction

- Si  $\text{taxe déductible} < \text{taxe collectée}$

**Crédit d'impôt** reporté sur les périodes suivantes jusqu'à épuisement.

## Exclusions générales :

- Dépenses dans l'intérêt des tiers, dirigeants et du personnel de l'entreprise.

## Limitations du droit de déduction

- Dépenses engagées pour la réalisation:
  - d'opérations exclues du champ d'application
  - ou exonérées sans bénéfice de droit à déduction,

## Exclusions expresses

- Biens et services non utilisés pour les besoins de l'exploitation ;
- Produits pétroliers utilisés comme carburant ;
- Véhicules de transport de personnes à l'exclusion des :
  - véhicules de transport du personnel ;
  - et véhicules transport public.

## Limitations du droit de déduction

## Exclusions expresses

- Achats et prestations revêtant un caractère de libéralité ;
- Frais de mission et de réception ;
- Dépenses payées en espèces:

### Limitations du droit de déduction

La TVA n'est déductible que dans la limite de:

- 10.000 DH TTC par jour et par fournisseur
- dans la limite de 100.000 DH TTC par mois et par fournisseur.

## Exemple 1 du paiement en espèces:

- **Soit paiement en espèces d'une facture de fournitures consommables d'un montant de 18.000 DH.**
- **Le règlement n'étant pas justifié par ... , le montant de la TVA ne sera déductible qu'à hauteur de :**
  - **Montant TTC = 18.000**
  - **Limite TTC = 10.000**
  - **Limite HT =  $10.000 / 1,2 = 8.334$**
  - **TVA déductible =  $8.334 \times 20\% = 1.667$  DH.**

## Exemple 2 du paiement en espèces:

- Un redevable a payé en espèces les 26 factures de son fournisseur F au titre de juin. Le montant de chaque facture est de 10.000 DH TTC soit un total de 260.000 DH.

- Le règlement n'étant pas justifié par ..., le montant de la TVA ne sera déductible qu'à hauteur de :

**1<sup>ère</sup> limite (par jour)** : Le montant par jour et par fournisseur ne dépasse pas 10.000 TTC.

**2<sup>ème</sup> limite (par mois)** : dépassé car  $260.000 > 100.000$

- Limite TTC par mois = 100.000
- Limite HT par mois =  $100.000 / 1,2 = 83.334$
- TVA déductible =  $8.334 \times 20\% = 16.667$  DH.



# **La taxe sur la valeur ajoutée**

## **Déductions : Cas du prorata**

## Entreprises partiellement assujetties

- **limiter la T.V.A déductible au rapport des opérations imposables et assimilées, à l'ensemble des opérations.**
- **Règle dite du prorata**
- **Prorata calculé :**
  - **sur la base des données de l'année précédente**
  - **pour être appliqué aux opérations de l'année en cours.**
- **Entreprise nouvelles: Prorata provisoire.**

## Calcul du prorata de déduction

$$P = \frac{\text{CA donnant droit à déduction}}{\text{Total CA}}$$

- CA exonéré DD et CA régime suspensif assimilés à CA taxable.

$$P = \frac{\text{CA Tax.TTC} + \text{CA Exo. Art 92 TTC} + \text{CA Exo. Art 94 TTC}}{\text{Numérateur} + \text{CA Exo. Art 91} + \text{CA HC TVA}}$$

## Exemple de calcul de prorata de déduction :

256

- CA 2016 se présente comme suit (TVA à 20%) :

	HT	TTC
Ventes soumises à la TVA	1.000.000	1.200.000
Ventes exonérées avec DD	500.000	-
Ventes faites en suspension de taxe	400.000	-
Ventes exonérées sans DD	300.000	-
Ventes situées hors champ de la TVA	700.000	-

- Pour 2017, le prorata est déterminé comme suit :
- $P = \frac{1.200.000 + (500.000 \times 1,20) + (400.000 \times 1,20)}{\text{Numérateur} + 300.000 + 700.000}$
- $P = 2.280.000 / 3.280.000 = 0,70$
- P servira tout au long de l'année 2017, pour ...

## Exemple de prorata de déduction (Suite):

- Supposons qu'en juin 2017, on a :
  - TVA exigible = 300.000
  - TVA sur achats de services communs = 200.000
  - TVA sur achats d'immobilisations = 50.000
- 
- Prorata de déduction = 70%
  - TVA sur factures d'achats = 200.000 + 50.000 = 250.000
  - TVA déductible = 250.000 x 0,70 = 175.000
  - TVA due = 300.000 - 175.000 = 125.000 DH.

## Régularisation pour variation du prorata

- Uniquement pour biens immobilisés.
- Lorsque P varie de plus de 5 centièmes au cours des 5 années suivant la date d'acquisition.
- Si  $\Delta > 5$  centièmes (+)  $\Rightarrow$  Déd. Complémentaire.
- Si  $\Delta > 5$  centièmes (-)  $\Rightarrow$  Reversement de TVA.  
 : Centième  $\neq$  %
- Le montant de la régularisation est égal au 1/5 de la différence entre:
  - Déduction initiale;
  - Et déduction selon nouveau prorata .

## Exemple de variation du prorata :

- Acquisition en 2017 un matériel grevé d'une TVA de 100.000 DH.
- Prorata de l'année 2017, calculé d'après 2016: 70%.
- Variation des P: 2017 : 60 % ; 2018 : 73 % ; 2019 : 76%.

### • Régularisations :

En 2017, baisse du prorata de 10 centièmes.

- $\Delta P > 5$  centièmes  $\Rightarrow$  Reversement TVA
- Déduction initiale :  $100.000 \times 0,7 = 70.000$
- TVA à reverser =  $(70.000 - 100.000 \times 60\%) / 5 = 2.000$

En 2018,  $\Delta P = 3$  centièmes  $< 5$  centièmes : Pas de régularisation.

En 2019,  $\Delta P > 5$  centièmes  $\Rightarrow$  Déd. Complémentaire

- Déduction complémentaire =  $(100.000 \times 76\% - 70.000) / 5 = 1.200$



# **La taxe sur la valeur ajoutée**

## **Déclaration et paiement**

## Régimes de déclaration de TVA

- Régime de la déclaration mensuelle DM.
- Régime de la déclaration trimestrielle DT.

## Régime de la DM

- Obligatoire pour les entreprises :
- dont CA taxable N-1  $\geq$  1.000.000 DH.
- n'ayant pas d'établissement au Maroc et y effectuant des opérations imposables.

## Délais de la DM

- Déposer une déclaration du CA réalisé au cours du mois précédent.
- Avant le 20 de chaque mois.
- Verser, en même temps, la taxe correspondante.
- Procédé électronique : avant l'expiration de chaque mois.

## Exemple de déclaration mensuelle de TVA :

- Soit une entreprise qui a réalisé le CA HT suivant :

	Janvier 2015	Février 2015	Mars 2015
Encaissement	300.000	200.000	600.000

- Ses achats ouvrant droit à déduction, étaient les suivants :

	Janvier 2015	Février 2015	Mars 2015
Biens et services HT	50.000	250.000	100.000
Immobilisations HT	150.000	-	200.000

Le calcul mensuel de la TVA s'effectue de la manière suivante :

**Janvier 2015 :**

**TVA collectée = 300.000 x 20% = 60.000**

**TVA déductible sur biens et services : 50.000 x 20% = 10.000**

**TVA déductible sur immobilisations : 150.000 x 20% = 30.000**

**Total TVA déductible = 10.000 + 30.000 = 40.000**

**Taxe due = 60.000 – 40.000 = 20.000 DH.**

## Exemple de déclaration de TVA (suite) :

	Janvier 2015	Février 2015	Mars 2015
Encaissement	300.000	200.000	600.000
Achats B et S HT	50.000	250.000	100.000
Immobilisations HT	150.000	-	200.000

### Février 2015 :

- TVA collectée :  
 $200.000 \times 20\% = 40.000$
- TVA déductible sur B et S :  
 $250.000 \times 20\% = 50.000$
- TVA déductible sur imm : Néant
- Crédit de TVA =  $50.000 - 40.000$   
 $= 10.000$  DH.

### Mars 2015 :

- TVA collectée :  
 $600.000 \times 20\% = 120.000$
- TVA déductible sur B et S :  
 $100.000 \times 20\% = 20.000$
- TVA déductible sur immo. :  
 $200.000 \times 20\% = 40.000$
- Crédit de TVA février = 10.000
- Total TVA déductible = 70.000
- Taxe due =  $120.000 - 70.000 = 50.000$  DH.

## Régime de la DT

- **Ce régime est prévu pour les entreprises:**
  - dont CA taxable N-1  $\leq$  1.000.000 DH ;
  - nouvellement assujetties,
  - dont l'activité est saisonnière ou occasionnelle.

## Exemple de déclaration trimestrielle de TVA :

- Soit les opérations suivantes :

	Janvier 2015	Février 2015	Mars 2015
Encaissement	80.000	100.000	120.000
Achats de B et S HT	20.000	60.000	40.000
Immobilisations HT	-	60.000	40.000

Le calcul trimestriel de la TVA s'effectuera comme suit :

$$\text{TVA collectée} = (80.000 + 100.000 + 120.000) \times 20\% = 60.000$$

$$\text{TVA déductible sur B et S} = (20.000 + 60.000 + 40.000) \times 20\% = 24.000$$

$$\text{TVA déductible sur immo.} = (60.000 + 40.000) \times 20\% = 20.000$$

$$\text{Taxe à due} = 60.000 - 24.000 - 20.000 = 16.000 \text{ DH.}$$

## Forme de la déclaration de TVA

- **Déclaration d'après imprimé modèle**
- **Accompagnée d'un relevé détaillé de déductions.**
- **Procédés de télédéclaration et télépaiement:  
Obligatoires à compter du 1er janvier 2017.**